

12 octobre 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. François Mitterrand, Président de la République, accordé au journal belge "Het Volk", Paris, mercredi 12 octobre 1983.

QUESTION.- En ce moment, tout le monde se fait des soucis concernant la paix. Je voudrais connaître votre opinion et plus précisément sur les problèmes suivants :

- Vous, qui avez des fusées atomiques à votre disposition, pensez-vous que ce serait un pas vers la paix en les détruisant sans aucune contrepartie en Europe orientale ou en dehors du -cadre d'un accord général ?

- La France fait aussi partie de l'Europe. Se sentirait-elle plus sûre si le reste de l'Europe occidentale renonçait à l'installation de fusées atomiques, sans condition et sans aucune diminution du nombre des fusées russes, pointées vers nos villes ?

- LE PRESIDENT.- Je comprends l'inquiétude que les peuples, notamment en Europe, ressentent face à l'accumulation des armes nucléaires. Faut-il pour autant oublier la leçon de l'histoire et considérer que le désarmement unilatéral ou l'acceptation des déséquilibres existants contribueraient à la paix, à la réduction des tensions et des menaces qui pèsent sur l'Europe ? Je ne le crois pas.

- La France est un pays indépendant. Elle dispose, avec sa force de dissuasion, de la garantie ultime de sa sécurité, de "l'arme de sa propre défense" ainsi que j'ai eu l'occasion de le souligner lors du discours que j'ai prononcé devant la 38ème session de l'Assemblée générale des Nations unies. Ces forces ne menacent personne. Leur destruction ne contribuerait en rien à remédier au surarmement nucléaire tout en hypothéquant notre indépendance. Car c'est bien de surarmement qu'il s'agit lorsque l'on sait que chacune des deux grandes puissances dispose de 8 à 9000 ogives nucléaires alors que la France, elle, en possède 98.\

` Suite réponse sur le désarmement `

- La prise en compte des fusées françaises n'aurait pas de sens : ni les Américains ni les Russes ne discutent de leurs sous-marins atomiques. On ne voit pas pourquoi le sort des sous-marins atomiques français serait remis à deux puissances étrangères ` Etats-Unis ` URSS ` qui ont écarté leur propre armement du débat !

- Au surarmement stratégique des deux plus grandes puissances s'ajoute aujourd'hui un déséquilibre, propre à l'Europe, qui résulte de l'installation par l'URSS de plus de 200 fusées SS 20 sur notre continent portant chacune trois têtes nucléaires. Ce déséquilibre est en lui-même une menace pour la paix et c'est la raison pour laquelle la France souhaite que les négociations ouvertes à Genève entre Américains et Soviétiques permettent de rétablir l'équilibre au niveau le plus bas possible. Le maintien de la paix passe par le respect de l'équilibre des forces, la limitation et la réduction des arsenaux nucléaires. Il ne peut être atteint qu'en tenant compte des réalités d'aujourd'hui.\

QUESTION.- Comment voyez-vous les relations entre la France et la Belgique en Europe ? Y a-t-il des améliorations possibles ? Etes-vous partisan de mesures "psychologiques" pour renforcer le sentiment européen, en accélérant par exemple le passeport européen ?

- LE PRESIDENT.- La France et la Belgique sont deux pays qui, depuis les origines de la construction communautaire, partagent la même conviction européenne, quelles qu'aient été les différences sur la façon de procéder. Aujourd'hui, alors que nous sommes engagés dans une réforme d'ensemble de la Communauté ` CEE ` , nos positions sont, à peu de choses près, les mêmes, et c'est très important : la France et la Belgique défendent les mêmes orientations à

mêmes, et c'est très important. La France et la Belgique défendent les mêmes orientations à propos de l'aménagement et de la modernisation de la politique agricole commune, et refusent avec une égale détermination toute idée de plafonnement a priori des dépenses agricoles. Nous sommes également d'accord pour réformer les fonds structurels, pour développer la coopération industrielle et pour accroître les ressources propres de la Communauté.

- La meilleure façon de renforcer le sentiment européen est donc de réussir ensemble la grande négociation en-cours et de parvenir à un accord global lors du Conseil européen d'Athènes en décembre prochain. Mais les mesures "psychologiques" dont vous parlez ont aussi leur importance, et nous y songeons en préparant notre semestre de présidence de la Communauté, qui commencera le 1er janvier prochain.\

QUESTION.- Nous vivons dans une crise économique grave. Vous avez déjà pris des mesures et nous présumons que vous en prendrez encore d'autres. Pouvons-nous connaître votre vision sur la manière de combattre la crise et surtout son fléau social, la perte d'emplois ? En-matière monétaire : votre gouvernement pourrait-il faire des propositions pour parfaire le système monétaire européen, par exemple vis-à-vis du bloc dollar et le bloc yen ?

- LE PRESIDENT.- J'ai, à plusieurs reprises, exprimé mon inquiétude devant le désordre des marchés des changes. Dès le Sommet de Versailles, j'ai insisté pour qu'une véritable concertation monétaire s'établisse afin de lutter contre les mouvements erratiques des monnaies. La trop grande instabilité et l'imprévisibilité des variations des monnaies sont, j'en suis convaincu, néfastes pour la croissance de l'économie mondiale. Le renforcement des liens entre trois principales zones monétaires est nécessaire pour recréer un système monétaire ordonné lui-même préalable à l'essor du commerce international.

- C'est pourquoi en mai dernier, devant les ministres des affaires étrangères et des finances des pays membres de l'OCDE j'ai proposé que soit préparée une conférence monétaire internationale s'inspirant de la démarche de Bretton Woods. Bien sûr, une telle conférence impose une longue et patiente préparation à laquelle tous les pays intéressés puissent être associés. Mais ce projet correspond à un besoin ressenti par tous, celui d'un système monétaire ordonné avec des monnaies suffisamment stables et qui reflète l'évolution réelle des économies.

- A la dernière assemblée annuelle du Fonds monétaire international, la France et l'ensemble des pays européens ont avancé des propositions précises sur les thèmes à mettre à l'étude : les liquidités internationales, les conséquences de l'instabilité des taux de change, le rôle du Fonds monétaire international.\